

Après les inondations de 1926 à Liège

Il y a un siècle, des inondations historiques ont poussé les autorités à développer un système de démergemen de la vallée de la Meuse liégeoise.

ÉRIC RENETTE

L'année 1926 a mal débuté dans la région liégeoise. Les pieds dans l'eau, voire les genoux ou la taille tant la Meuse est sortie de son lit suite à l'accumulation des pluies torrentielles de la fin de l'année 1925 (six semaines d'affilée). On connaît bien le phénomène, aujourd'hui encore : les terres étant déjà gorgées d'eau, les nouvelles pluies importantes n'ont pu être absorbées. La Meuse déborde et les eaux de ruissellement qui proviennent des hauteurs des deux côtés de la vallée s'y ajoutent. Le premier de l'An, c'est la catastrophe : 35.000 maisons sont inondées, de Seraing à Visé en passant par Liège et Herstal.

Ces débordements vont durer trois semaines. Quand on se souvient des terribles inondations de juillet 2021 dans la région liégeoise également, elles n'ont duré « que » deux jours, du 13 au 15, on peut imaginer combien de temps et d'énergie il a fallu pour en sortir après trois semaines avec les moyens de 1926. Pour ces dernières, étonnamment, on ne décompte pas de morts. Manque d'archives ou le fait que l'eau est montée lentement, permettant aux riverains du fleuve de se protéger ? Certains textes évoquent 1.800 victimes mais pas de décès directement liés à la montée des eaux. Enfin, le phénomène météorologique de pluviosité débordante est assez généralisé : au même moment, suite aux mêmes pluies, il y a également des inondations en France, en Allemagne et aux Pays-Bas.

Dans l'étude qu'elle lui consacre sous la plume de Jean-Pierre Keimeul, l'Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale (IHOES) développe : « Liège ne fut pas la seule touchée : son bassin industriel et les quartiers ouvriers de Seraing, Ougrée et Tilleul reçurent eux aussi la crue de plein fouet : inondations de 3.000 maisons, pannes générales de courant, dégradation de 6.000 compteurs électriques... De Chokier à Visé, 35.000 maisons furent inondées. "250.000 chômeurs sans ressources" titrait, en Une, le journal *La Wallonie*. » Dans les causes de ces débordements, l'étude rappelle encore que « la crue de la Meuse en 1926 ne se heurta à aucune résistance concrète : les dégâts de la Première Guerre mondiale avaient créé des brèches encore non réparées ! »

Souscription nationale pour les sinistrés

On y lit aussi : « Il convient par ailleurs de rappeler très brièvement quelques faits marquants de la période traitée. À bien des égards, l'année 1926 en Belgique fut "une poudrière permanente" avec une très forte dévaluation forcée du franc ; la démission du général Kersten, ministre de l'Intérieur, sous la pression des anciens combattants ; la prolongation du service militaire par le gouvernement, entraînant une forte opposition de la part des socialistes ("le mouvement des fusils brisés") ; l'émergence d'une forme de nationalisme flamand, etc. Les inondations (et la façon dont les pouvoirs publics gèrent la crise qui en découla) servirent ainsi de catalyseur à de nombreux conflits latents. » Là encore on peut retrouver certains



L'élan de solidarité est notamment passé par une « souscription nationale pour les sinistrés ». Un élan qu'on a retrouvé très naturellement lors des inondations de juillet 2021.

© PHOTO NEWS.

liens avec les inondations de 2021.

Cent ans après celles de 1926, il reste des traces de ces inondations historiques, notamment des traits inscrits sur certains bâtiments publics et plusieurs églises (Liège et Seraing), qui s'ajoutent à d'autres traits, liés à des débordements de la Meuse en 1571, 1647 ou 1740. Et il y en eut beaucoup d'autres. Le Bulletin de la Société géographique de Liège fait état de la première trace d'une inondation à Liège en mai... 858.

Revenons en 1926 : par endroits, la Meuse déborde de plus de deux mètres. De nombreuses photos illustrent la désolation de la population et, en parallèle, un véritable élan de fraternité/solidarité qui est notamment passé par une « souscription nationale

pour les sinistrés ». Un élan qu'on a retrouvé très naturellement lors des inondations de juillet 2021. Ces dernières ont principalement touché les vallées de la Vesdre et de l'Ourthe, pas la Meuse liégeoise et le centre de la Cité ardente, à quelques centimètres près, grâce au système de démergement mis en place dès 1928 pour protéger la population des débordements. Admirablement conçu, il permet aujourd'hui d'éviter le pire. Comme une réponse à la traditionnelle incantation : « Plus jamais ça ».

Seraing Cent ans plus tard, le démergement

REPORTAGE

É.R.

Des alarmes, on en a de plus en plus souvent. A cause de problèmes de moteurs ou d'une diminution des débits dans une pompe à cause de l'accumulation des... lingettes dans le système. » Marc et Philippe sont de garde aujourd'hui à la station de pompage n°6 de Seraing, la « grosse » station, l'élément central de tout le système de démergement de la vallée de la Meuse liégeoise. Là où tout a commencé, juste après les inondations historiques de 1926. Le centre de Seraing situé à quelques dizaines de mètres a été noyé durant des semaines. Aujourd'hui, les écrans qui sont déployés face à eux vont un peu au ralenti, « il y a une mise à jour informatique, il faut un peu attendre. Mais on voit ici le niveau de la Meuse, ça va, c'est plat. » Entendez constant, sans soubresauts. Ce qui n'arrive pas toujours. Si une coordination avec les gestionnaires des barrages est effective, l'automatisation des écluses en Wallonie a limité les relations humaines et le partage d'informations qui permet souvent d'interpréter une hausse subite du niveau d'eau et le déclenchement d'une alarme.

Comme tous les systèmes potentiels d'urgence, la station de pompage doit pouvoir intervenir 24h sur 24, tous les jours. Marc, Philippe et leurs collègues s'y succèdent donc par pause. Car le système mis en place pour gérer les débordements liés aux inondations fonctionne aussi quotidiennement, mêlant aujourd'hui la gestion des eaux fluviales avec celle des eaux usées de la consommation domestique ou industrielle.

Petit retour en arrière, il y a cent ans

tout juste. Au lendemain des inondations de janvier 1926, les causes cumulées qui ont conduit à ce désastre ont été analysées. D'abord une crue centennale, hors norme, qui n'est supposée n'arriver qu'une fois par siècle. La Meuse atteint alors un débit de 2.000m³ par seconde (le débit d'étiage – au plus bas en été – tourne autour de 30 m³/s, le débit annuel moyen est d'environ 370m³/s mais les crues exceptionnelles, aujourd'hui, peuvent dépasser 2.600 m³/s), l'eau est montée de plus de cinq mètres. La Meuse, à cette époque, n'est pas endiguée et une partie des berges a été détruite pendant la guerre.

L'activité minière a provoqué un affaissement

Ensuite, les calculs ont démontré que, suite à l'activité minière depuis le XIX^e siècle, la surface du sol s'est affaissée en fond de vallée alors que le lit de la Meuse est resté stable (par prudence, il n'y a pas d'exploitation minière sous le fleuve). Ça a créé de sacrées différences entre l'altitude de la « plaine » et celle du fleuve : 3,6m à Flémalle, 4,7m à Tilleul, 5,25m à Seraing, 5,3m à Sclessin... Enfin, naturellement, le fond de vallée récolte également toute l'eau de ruissellement qui coule depuis les versants. « Aujourd'hui, le système de démergement traite les eaux de 1.400 hectares de plaine mais aussi 10.000 hectares de collines et plateaux », poursuit Jérôme Brixko, notamment responsable des relations avec les

Philippe et ses collègues se relayent sept jours sur sept et 24 heures sur 24 à la station de pompage n°6 de Seraing. © DOMINIQUE DUCHESNES.



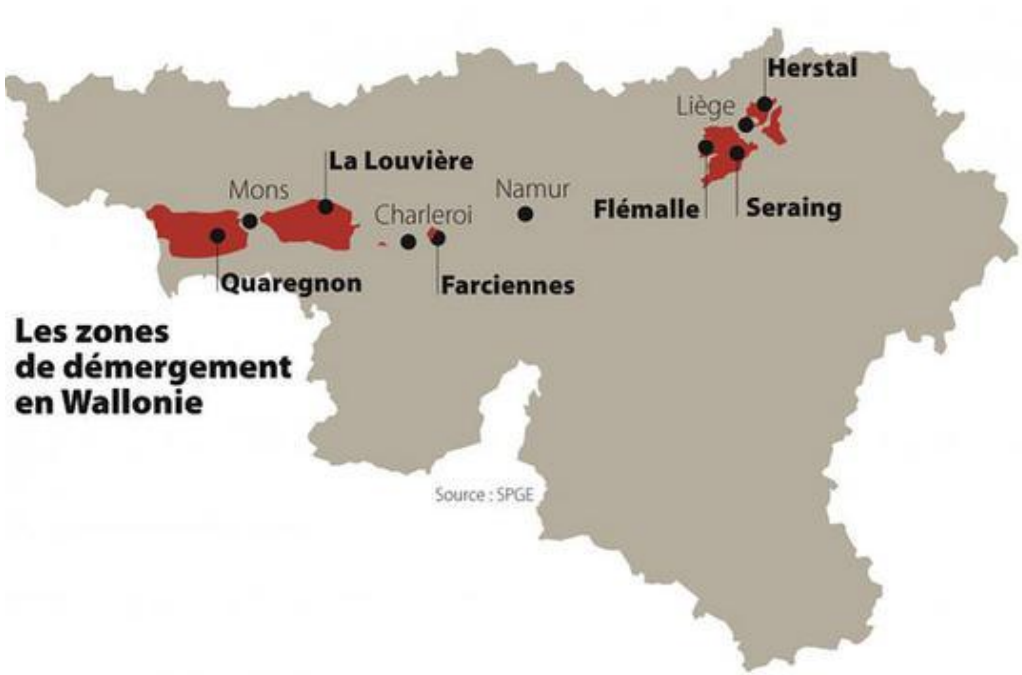
e, désolation, fraternité et ingéniosité



Le Roi Albert I^{er} et la reine Elisabeth en visite après les inondations. © PHOTO NEWS.



La Meuse est sortie de son lit suite à l'accumulation des pluies torrentielles de la fin de l'année 1925. © PHOTO NEWS



Le principe du démergement étendu en Wallonie

Il n'y a pas que la région liégeoise qui soit sensible aux problèmes d'inondation. L'affaissement du sol à cause des effondrements miniers est assez fréquent en Wallonie, renforcé par les eaux de ruissellement dans les vallées de la Meuse ou de la Sambre. Des « fonds » de vallée ou des zones qui sont fort habités mais qui accueillent aussi le cœur des bassins économiques de Liège, Charleroi, La Louvière ou Mons. S'y protéger des débordements fluviaux concerne donc la population mais aussi les outils économiques de la Région. Le principe du démergement s'est donc étendu. « Les zones ainsi préservées du submergement couvrent au total 39.500 hectares. On y dénombre près de 150.000 logements et

320.000 habitants (pas loin d'un Wallon sur dix, mine de rien...), sans compter les entreprises, les écoles, les routes... », pouvait-on lire dans *Le Soir* (2/3/2020). Le démergement en Wallonie, de nos jours, ce sont 79 stations de pompage, 15 bassins d'orage et 220 kilomètres de canalisations. A charge de la Région à travers trois intercommunales : l'AIDE à Liège, Igrètec à Charleroi et Idea pour Mons-Borinage et le Centre. Sur le site de l'AIDE, on rappelle que « jusqu'en 2004, le financement de l'exploitation était assuré à raison de 75 % par l'Etat belge dans un premier temps et ensuite par la Région wallonne au moment de la régionalisation du domaine d'activité de l'eau et à 25 % par les communes affiliées.

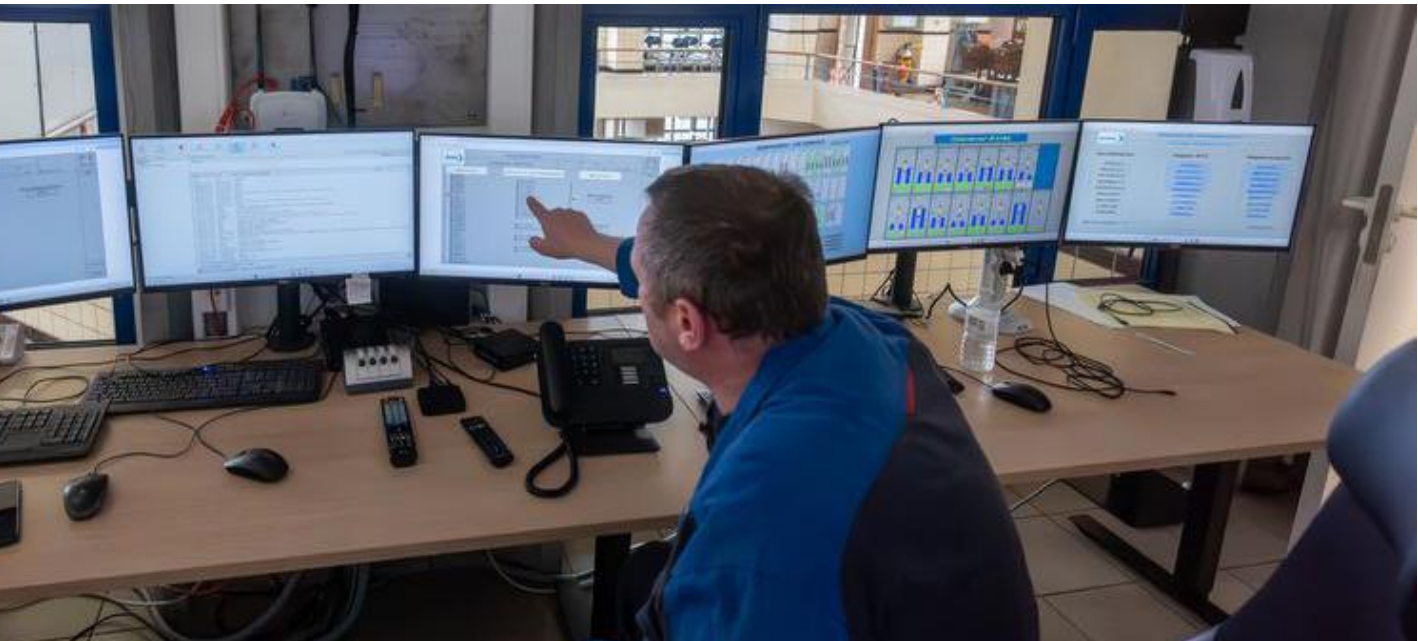
Depuis 2004, la SPGE (Société publique de gestion de l'eau) s'est substituée à la Région wallonne et est donc devenue la principale source de financement de l'exploitation. » On y lit également que le principe du démergement va encore devoir rester appliqué pendant de longues années : « L'arrêt des charbonnages au cours de la seconde moitié du XX^e siècle a ralenti le phénomène d'effondrement du sous-sol. On estime aujourd'hui que ce processus est quasi terminé. Par contre, la cessation des activités minières induit de nouvelles perturbations du sous-sol liégeois. C'est l'après charbon. Depuis l'hiver 1977-1978, il a été constaté des phénomènes liés à une remontée progressive de la nappe aquifère.

Des arrivées d'eau se produisent en effet dans les caves d'immeubles de plusieurs quartiers situés au-delà de la limite de la plaine, au-dessus du niveau de la crue maximum de la Meuse. Je-meppe, Flémalle, Tilleur, Wandre, Jupille, Vivegnis, Herstal, Cheratte, etc. ont été touchées par le phénomène. Cette remontée de la nappe est indubitablement imputable à la cessation des pompages effectués par les charbonnages. Elle ne cessera de s'amplifier que lorsque la nappe en sera revenue à une situation d'équilibre comparable à celle existant avant l'exploitation minière. Elle sera cependant aggravée par les descentes de sol dues à cette dernière. » Rendez-vous en 2126 pour voir ce qui subsiste ? É.R.

nt veille contre les inondations



La station n°6 de Seraing fonctionne avec un impressionnant dispositif de six pompes. © DOMINIQUE DUCHESNES.



communes pour l'Association Intercommunale pour le Démergement et l'Épuration (Aide). Une association créée dès 1928 pour coordonner le système imaginé par Hector Biefnot, directeur des Travaux de Seraing, afin de limiter les risques d'inondation et dont on admire toujours l'ingéniosité. Le démergement se réalise en différentes étapes. L'eau de la Meuse débordait, on a rectifié son cours, supprimé des obstacles (écluses, barrages...), rehaussé les berges de murs anti-crues et développé un système de pompage des surplus tandis que l'eau de ruissellement arrivant en fond de vallée qui ne savait où aller (puisque la plaine est plus basse que le lit du fleuve) a été canalisée et rejetée directement dans la Meuse, en partie naturellement, en partie par pompage également. Au total, aujourd'hui, ce sont 44 stations de pompages qui ont été dispersées le long du cours d'eau, dont certaines fonctionnent 24h/24 pour rejeter l'eau pompée pour éviter les remontées dans les caves. D'autant que l'arrêt de l'activité minière et du pompage qui accompagnait l'exploitation des galeries souterraines engendre non seulement un certain affaissement du sol mais aussi une remontée des nappes aquifères.

Plus nécessaire que jamais

Au fil du temps, le système de démergement a également intégré les mesures d'assainissement des eaux usées (1976) et l'égouttage. Notamment, spécialité de Jérôme Brixko, participer en amont au

développement des nouveaux projets immobiliers ou industriels. C'est notamment dans ce cadre que, avant leur urbanisation moderne, le niveau des anciennes friches industrielles, nombreuses sur les berges du bassin mosan, est relevé à celui de la Meuse ou un peu plus haut pour éviter de répéter les risques d'inondation. Puis à Liège, Seraing ou Charleroi (un système de démergement y est également déployé) on subit aussi les caprices météorologiques liés au changement climatique. « Aujourd'hui, les défis à relever ne concernent plus uniquement les risques d'inondations. C'est aussi lié à l'urbanisation qui pousse à l'imperméabilisation des sols, à la récupération pour traitement des eaux usées, au vieillissement des infrastructures et au changement climatique qui voit augmenter le niveau des crues et des pluies d'orage, ainsi que leur fréquence tout au long de l'année », poursuit Jérôme Brixko. « Quand on doit allumer la sixième pompe ici à Seraing, là on commence à croiser les doigts. Et ça arrive de plus en plus fréquemment... » Quand on voit la taille des six pompes de la station de n°6 de Seraing, on imagine difficilement les montagnes d'eau à évacuer. Et les sécurités en jeu : « On est relié à six sources d'électricité potentielles » ajoute Marc, dans la salle de contrôle. L'Aide a lancé une étude de résilience des stations de pompage « afin d'évaluer le système avec les valeurs de l'époque actuelle », complète Brixko. Cent ans après les inondations de 1926, il est certain que l'ingénieux système du démergement a encore de beaux jours devant lui. Faut-il s'en réjouir ? On peut au moins s'en rassurer.